



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 novembre 2010
Français
Original : anglais

Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Troisième session

New York, 1^{er}-3 septembre 2010

Compte rendu analytique de la quatrième séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 2 septembre 2010 à 15 heures

Présidents : M. Kosa (Vice-Président) (Hongrie)
et : Prince Al-Husseïn (Vice-Président) (Jordanie)
puis : M^{me} Mayende-Sibiya (Vice-Présidente) (Afrique du Sud)

Sommaire

Questions relatives à la mise en œuvre de la Convention (*suite*) :

- b) Table ronde 1 : Inclusion et vie dans la collectivité (*suite*)
- a) Table ronde 2 : Inclusion et le droit à l'éducation (*suite*)

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

10-50339X (F)



Merci de recycler

En l'absence de M. Heller (Mexique), M. Kosa (Hongrie), Prince Al-Hussein (Jordanie) et M^{me} Mayende-Sibiya (Afrique du Sud), Vice-Présidents, assurent la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 15.

Questions relatives à la mise en œuvre de la Convention (suite)

b) Table ronde 1 : Inclusion et vie dans la collectivité (suite)

a) Table ronde 2 : Inclusion et droit à l'éducation (suite)

1. **M^{me} Mayende-Sibiya** (Afrique du Sud), Présidente, rappelant que les deux débats de table ronde qui ont eu lieu lors de la troisième séance de la Conférence des États parties ont porté sur la mise en œuvre des articles 19 et 24 de la Convention, invite les membres à faire d'autres observations sur éducation et vie dans la collectivité.

2. **M. Stenta** (Saint-Marin) dit qu'à Saint-Marin la commission gouvernementale sur le handicap prépare une loi-cadre fondée sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Cette loi fournira la base d'une série de décrets d'application et de politiques spécifiques qui seront adoptés dans les deux ans. Il s'agit de faire en sorte que, d'ici 2014, Saint-Marin ait une société pleinement inclusive de personnes handicapées et conforme aux prescriptions de la Convention. M. Stenta espère que toutes les instances législatives qui édictent de nouvelles lois à cet égard en remettront des exemplaires au Secrétariat dans l'intérêt de la collaboration, de l'échange d'informations et de promotion de la mise en œuvre de la Convention.

3. **M. Tatic** (Serbie) dit qu'après avoir ratifié la Convention en mai 2009, la Serbie a entrepris d'aligner la législation nationale sur ses dispositions. Conformément à l'article 24 de la Convention, le système d'éducation a été rendu inclusif par voie législative. En tant que membre du Mouvement national des personnes handicapées, M. Tatic a hâte de savoir dans quelle mesure la situation des enfants handicapés s'est améliorée au cours de la dernière année scolaire. En ce qui concerne l'article 19 de la Convention, une nouvelle loi de protection sociale vise à mettre en place un cadre juridique pour des mesures qui ont déjà fait preuve de leur efficacité et qui sont le

produit de consultations des autorités nationales et locales, de la société civile et des bailleurs de fonds. La nouvelle loi disposera que les services d'aide à la personne sont un droit, elle élaborera des normes pour services de garderie et elle portera augmentation des services d'aide au logement.

4. **M^{me} Kettner** (Allemagne) dit qu'au cours de la dernière décennie l'Allemagne a déjà réalisé une grande partie de ce qui est dit dans la Convention, y compris l'article 19. Le code social du pays comprend des principes sur l'intégration des personnes handicapées qui visent à promouvoir leur autonomie par des prestations de nature à leur permettre de mieux communiquer et de vivre indépendamment tout en tenant compte de leurs préférences et de leur situation. Le code a comme autre instrument le budget personnel attribué aux personnes handicapées pour leur permettre de choisir et de payer pour les services dont elles ont besoin.

5. Conformément au principe de désinstitutionalisation, des dispositions législatives donnant priorité aux services de consultation externe sur les services de consultation interne ont été adoptées. Les grands locaux résidentiels ont fait place à des unités résidentielles plus petites implantées dans des municipalités et beaucoup de services de consultation interne situés dans des endroits isolés en milieu rural ont été réinstallés dans des endroits peuplés. Si l'accueil des personnes handicapées dans des ensembles décentralisés, la formation d'associations régionales de logement et l'existence d'ensembles résidentiels dotés de services de consultation externe sont devenus la norme en Allemagne, le processus de désinstitutionalisation n'est pas achevé car cela demande de gros travaux d'infrastructure. M^{me} Kettner demande aux membres de la table ronde et aux autres États parties s'ils ont des exemples de meilleures pratiques permettant de mettre pleinement en œuvre la Convention.

6. **M^{me} Scown** (Nouvelle Zélande) dit que la Nouvelle Zélande a fermé ses grandes institutions et que les personnes handicapées vivent au sein de la collectivité, mais que les services qui les remplacent sont souvent eux-mêmes des services institutionnels. Vivre au sein de la collectivité, au sens de l'article 19 de la Convention, cela veut dire que les personnes handicapées doivent pouvoir mener leur vie comme elles l'entendent et avoir avec les autres les relations qu'elles désirent avoir quel que soit le type de soutien

qu'elles nécessitent. Un changement de paradigme s'impose donc dans la manière dont le soutien est fourni afin que les personnes handicapées puissent vivre comme les autres membres de la collectivité. Quelques nouvelles approches font leur apparition en Nouvelle Zélande qui consistent notamment à attribuer aux personnes handicapées un budget –services afin qu'elles puissent recevoir les services qu'elles veulent, à séparer la fourniture de l'accueil de la fourniture de soins et à évaluer les services en termes d'appréciation des résultats par les bénéficiaires. Le plus difficile est de faire que les gouvernements lâchent suffisamment de lest pour permettre aux personnes handicapées de se prendre en main tout en faisant la part des risques à attendre. M^{me} Scown demande aux membres de la table ronde des exemples de meilleures pratiques pouvant servir à négocier cet équilibre.

7. En ce qui concerne le droit à l'éducation, M^{me} Scown dit qu'alors que toutes les écoles de l'État sont obligées d'accueillir des enfants handicapés, il ressort d'une récente évaluation que la moitié seulement de ces écoles ont des pratiques pleinement inclusives, l'autre moitié n'en appliquant que quelques-unes. Le Gouvernement s'est donné pour objectif de porter à 80 pour cent, dans les quatre prochaines années, le pourcentage d'écoles pleinement inclusives. M^{me} Scown aimerait savoir si les membres de la table ronde connaissent des exemples de meilleures pratiques de nature à permettre d'atteindre cet objectif.

8. M^{me} Sinyo (Kenya), répondant aux préoccupations exprimées lors de la troisième séance de la Conférence par le représentant de la Banque mondiale touchant le fait que les enfants atteints de multiples handicaps et d'autisme sont exclus du système d'éducation du Kenya, dit que les enfants malvoyants et malentendants font l'objet d'une grande attention. En outre, la nouvelle Constitution du Kenya, qui a été promulguée il y a tout juste cinq jours, établit de manière explicite l'éducation comme droit fondamental échu à tous, y compris aux enfants handicapés. Le Kenya est à l'avant-garde des initiatives de mise en œuvre de la Convention, ayant adopté de nouvelles dispositions législatives sur l'éducation spéciale et le handicap. M^{me} Sinyo espère que la Banque mondiale travaillera en étroite coopération avec les autorités kényanes à l'élaboration de stratégies pour toucher les enfants handicapés en milieu rural et remplir le nouveau mandat

constitutionnel d'assurer à tous la gratuité de l'éducation primaire et secondaire.

9. M. Al-Suwaidi (Émirats arabes unis) dit que son gouvernement n'a pas tardé à ratifier la Convention et à engager des mesures pour la mettre en œuvre. Conformément à l'article 24, le Ministère des affaires sociales a lancé une initiative tendant à inclure tous les enfants handicapés dans le système éducatif, but qui devrait être atteint pour la fin de l'année en cours. Il y a aussi coopération entre ministères nationaux pour suivre l'évolution des enfants handicapés tant dans le système général que dans le système d'éducation spéciale. Le Gouvernement a pris la mesure novatrice de faire paraître une revue pour jeunes enfants handicapés qui met en exergue leur créativité et reflète leur milieu social et culturel. La revue est distribuée dans toutes les écoles de l'État et paraîtra bientôt sous forme de mensuel. Les mesures prises pour mettre en œuvre l'article 19 comprennent la conclusion de mémorandums d'accord entre le Ministère des affaires sociales et les agences fédérales et locales et l'octroi d'un petit pécule mensuel à toutes les personnes handicapées afin d'élever leur niveau de vie.

10. M^{me} Solorzano-Arrigada (Nicaragua) dit que son Gouvernement est résolu à mettre en œuvre la Convention et à promouvoir les droits des personnes handicapées. Comme premier pas vers l'élaboration de politiques appropriées, le Ministère de la Santé réalise, avec l'aide d'experts de Cuba, une enquête pour connaître le nombre de personnes handicapées que compte le pays et les causes génétiques et autres des handicaps. L'enquête ouvrira des aperçus sur la portée des problèmes auxquels sont confrontées les personnes handicapées, fournissant une base pour la conception de programmes et de politiques propres à favoriser leur intégration et leur égalité d'accès aux services. En outre, conformément au principe selon lequel un système d'éducation de haute qualité doit accueillir la diversité, le Ministère de l'éducation élabore des stratégies d'éducation inclusive pour éliminer les obstacles à l'éducation.

11. M. Kim Dangho (République de Corée) dit que l'intégration des personnes handicapées dans les collectivités demande un environnement qui favorise leur indépendance. L'article 19 de la Convention, qui met l'accent sur des questions comme la liberté de choix des personnes handicapées et la nécessité d'établir un système d'aide au sein de la collectivité, traduit le changement de paradigme dû à la primauté

du modèle social et du modèle indépendant sur le modèle médical. La République de Corée a changé de politique du fait de cette transformation. Par exemple, l'État vient en aide à 80 centres de vie autonome qui sont gérés par des personnes handicapées et propose des services de plaidoyer, de conseil par les pairs et d'assistance à la personne. Dans le domaine de l'éducation, une mesure votée en 2007 prévoit un enseignement et un soutien inclusifs pour les enfants atteints de différents types de handicap. Un plan quinquennal sur l'éducation spéciale est également en préparation concernant l'intégration des apprenants handicapés dans la société. Il reste beaucoup à faire pour réaliser la pleine intégration des personnes handicapées, mais le Gouvernement envisage de redoubler d'efforts à cette fin.

12. **M^{me} Kachere** (Malawi) dit qu'en ratifiant la Convention en 2009, son Gouvernement a reconnu qu'il est tenu de permettre aux personnes handicapées de participer activement au développement économique du pays. C'est pourquoi un projet de loi relatif à l'égalité des chances pour les personnes handicapées a été défini. L'accès à une éducation, à une formation et à d'autres services inclusifs s'est amélioré grâce aux efforts conjoints du Gouvernement, du Conseil du Malawi pour les handicapés et des collèges techniques. L'État dispense de frais de scolarité les personnes handicapées qui souhaitent suivre les cours d'écoles secondaires et professionnelles et il assure des prestations de réinstallation aux diplômés de centres de formation et de réinsertion professionnelle. En outre, on encourage les employeurs du secteur public et du secteur privé à engager sur un pied d'égalité des handicapés. Le Gouvernement a travaillé sans cesse à mettre en œuvre la Convention, mais les ressources sont très limitées. À cet égard, M^{me} Kachere invite les partenaires en développement à collaborer pour assurer le succès des programmes relatifs aux handicaps. Elle aimerait savoir si le passage d'une éducation conçue pour des besoins spéciaux à une éducation inclusive devrait être un processus graduel, car cela demande beaucoup de travail.

13. **M^{me} Gairola** (Inde) dit que l'éducation fournit une base d'une importance capitale pour l'égalité des chances et la pleine participation des personnes handicapées à toutes les activités de la vie. L'Inde avait en place un cadre législatif solide sur l'égalité des chances bien avant l'adoption de la Convention.

Ce cadre comprend des dispositions juridiques avancées, comme l'institution d'un quota obligatoire réservant trois pour cent des postes vacants dans l'Administration et les établissements d'enseignement aux personnes handicapées. De nouvelles dispositions législatives qui sont en cours de rédaction avec la participation de diverses parties prenantes visent à incorporer les dispositions de la Convention dans le cadre en place. Les activités courantes qui s'inscrivent dans le droit fil de la Convention comprennent des programmes de réinsertion dans la collectivité, la formation de soignants et la mise en place de mesures pour rendre les bâtiments plus accessibles. En ce qui concerne l'éducation, environ 26 millions d'enfants handicapés ont été intégrés dans le système scolaire général aux niveaux primaire et secondaire dans le cadre de stratégies qui tiennent compte de leurs besoins spéciaux, y compris la formation des enseignants à l'éducation inclusive et l'intervention des parents dans les plans de développement des écoles. Plus de 125 000 enseignants ont reçu une formation au cours de la seule année 2009. Le fait qu'une éducation primaire gratuite et obligatoire ait été instituée l'année dernière donnera plus de force aux efforts déployés pour mettre en œuvre la Convention.

14. **M^{me} Al-Easa** (Qatar) dit que l'action menée par le Qatar pour mettre en œuvre la Convention comprend l'adoption d'une loi sur les droits des personnes handicapées et la mise en place d'un dispositif pour en surveiller l'application. L'État a également fait venir des sourds et autres parties prenantes pertinentes des quatre coins du monde arabe pour établir un dictionnaire unifié pour les sourds. Le Ministère de l'éducation travaille à intégrer les personnes handicapées dans le système éducatif. Cette année, une école pour sourds a été intégrée au Conseil suprême de l'éducation. Des travaux sont en cours pour voir quelles possibilités d'emploi et quels services existent pour les personnes handicapées et des principes directeurs ont été établis pour veiller à ce que des considérations d'accessibilité soient incorporées dans la conception des bâtiments. Des centres éducatifs et culturels spécialisés pour les personnes handicapées ont été établis. Le Gouvernement du Qatar est fermement convaincu que les personnes handicapées font partie intégrante de la société. C'est pourquoi il continuera à faire en sorte d'assurer une vie décente à toutes les familles.

15. **M^{me} Jia Yang** (Chine) dit que, pays qui compte, avec 83 millions, le plus grand nombre de personnes handicapées, la Chine a d'importantes contributions à apporter aux questions dont il est débattu. La Chine a récemment présenté son rapport initial sur la mise en œuvre de la Convention et s'est employée à renforcer l'inclusion des personnes handicapées dans la société. En termes de vie autonome, le Gouvernement a établi des résidences qui assurent des services spécialisés aux personnes handicapées. À ce jour, plus de 3 000 résidences de ce type ont été créées. Grace aux efforts du Gouvernement, 465 000 personnes handicapées ont été intégrées comme membres productifs de la collectivité. Le cadre juridique sur le droit à l'éducation a été renforcé et un même accent est mis sur le renforcement de l'éducation spéciale et l'intégration d'une approche inclusive de l'éducation. Mme Jia Yang demande au Rapporteur spécial sur l'invalidité de la Commission du développement social comment on peut surmonter les cinq barrières qui font obstacle à l'exercice du droit à l'éducation.

16. **M^{me} Lisskar-Dahlgren** (Suède) dit que l'exposé de la représentante d'Inclusion Europe a confirmé que la Suède a fait le bon choix en remplaçant des institutions résidentielles par des services dispensés au niveau communautaire, processus qui a pris plus de dix ans. Des dispositions législatives sont en place pour assurer la primauté du droit, des conditions d'accueil acceptables et l'égalité des chances pour les personnes handicapées ; ces dispositions donnent à ceux qui ont besoin de services sociaux le droit de faire appel contre un déni de service. Les réformes introduites en 1994 dans la législation sociale de la Suède comprennent des mesures de soutien à la famille et le droit à une aide à la personne, qui multiplient les possibilités données aux personnes handicapées de participer à la vie de la société en leur permettant de choisir leur propre assistant et le type d'aide qu'elles veulent.

17. Toutefois, les services de soutien ne sont pas suffisants. Le gouvernement suédois travaille, avec la participation active d'organisations compétentes de la société civile, à intégrer le respect des droits des personnes handicapées dans tous les domaines de la société. Des Conseils de handicap, qui ont été créés dans les années 90 en application des règles types des Nations Unies sur l'égalisation des chances pour les personnes handicapées, servent aussi de tribune importante pour le dialogue entre les organisations de handicap e les autorités à tous les niveaux de

l'Administration. M^{me} Lisskar-Dahlgren demande au représentant de la Banque mondiale de donner un exemple concret de la manière dont différents ministères collaborent à la mise en œuvre d'une éducation inclusive.

18. **M^{me} Saddy** (Niger) dit que son gouvernement a adopté de nouvelles lois sur les personnes handicapées et établi des commissions nationales et régionales pour apprécier la mise en œuvre de la Convention. Il a, avec le concours d'ONG, exécuté des programmes pour former plus de 1 500 enseignants sur des questions de handicap, pour sensibiliser à la question et pour mettre en place des capacités d'action. Un quota a été établi qui oblige à réserver 5 pour cent des cadres de la fonction publique à des diplômés du supérieur handicapés. Le Niger a participé à une réunion régionale organisée par l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'ouest concernant les efforts à fournir pour améliorer la vie des personnes handicapées. En termes de sensibilisation et d'intégration sociale, des débats télévisés ont eu lieu sur les droits des personnes handicapées et la Convention a été rendue accessible en langues locales. Un programme d'information télévisé a été offert deux fois par semaine en langue des signes et une fédération sportive a été établie pour les personnes handicapées. Les actions futures qui seront menées pour mettre en œuvre la Convention viseront notamment à changer les mentalités et à proposer des services appropriés de formation, d'emploi et de réhabilitation médicale.

19. **M. Ten Geuzendam** (Observateur de l'Union européenne) dit que la Commission européenne prépare la Stratégie européenne sur le handicap pour la période 2010-2020 pour assurer la pleine application de la Convention, notamment les dispositions de l'article 19 établissant que les personnes handicapées ont le droit de choisir leur lieu de résidence et avec qui elles veulent vivre sur un pied d'égalité. Les actions à mener en priorité comprendront la mise en place de mesures pour faciliter le passage d'une vie en institution à une vie vécue indépendamment dans une collectivité dont on reçoit les services nécessaires. À cette fin, le Fonds de cohésion de l'Union européenne et le Fonds européen de développement régional aideront les États membres par des mesures pour former des ressources humaines, adapter l'infrastructure, établir des systèmes de financement des services d'assistants personnels, promouvoir de bonnes conditions de travail pour des

carrières professionnelles et apporter un soutien systématique aux familles de personnes handicapées.

20. Dans le domaine de l'éducation, l'Union européenne appuiera les efforts nationaux axés sur les personnes handicapées par son cadre stratégique sur l'éducation et la formation. Les objectifs de cette aide sont notamment de supprimer les obstacles juridiques et organisationnels à l'instruction et à l'éducation permanente, de soutenir l'éducation inclusive et l'acquisition personnalisée d'une instruction, de détecter rapidement les besoins spéciaux, de former des professionnels de l'éducation aux questions de handicap, d'assurer un soutien adéquat aux enseignants et d'améliorer les comptes rendus sur la participation et les résultats des personnes handicapées à tous les niveaux d'éducation. En outre, l'Union européenne apporte un soutien financier à l'Agence européenne de développement en éducation par les besoins spéciaux pour promouvoir la pleine participation des apprenants handicapés à l'éducation de type général et aux systèmes de formation.

21. Plus tard dans l'année, l'Union européenne et la Belgique, qui assure actuellement la présidence de l'Union européenne, accueilleront une réunion sur la mise en œuvre de l'article 33 de la Convention en Europe. L'Union européenne souhaite vivement faire part à tous les États parties de son expérience de la mise en œuvre de la Convention. À cet égard, M. Ten Geuzendam demande au Secrétariat ce que pourraient faire ceux qui participeront à la réunion pour diffuser le savoir acquis au-delà des délégations présentes à la Conférence.

22. **M^{me} Mayende-Sibiya** (Afrique du Sud), Présidente, invite les États qui ont signé mais n'ont pas encore ratifié la Convention à faire une déclaration.

23. **M^{me} Heumann** (Observatrice des États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis ont signé la Convention en juillet 2009 et que l'exécutif travaille aux préparatifs requis pour sa ratification par le Sénat. Le plaidoyer des personnes handicapées a conduit à un fort engagement politique en faveur de leur inclusion dans la collectivité, comme en donne la preuve l'établissement de plus de 450 centres de vie autonome au sein des collectivités. Un arrêt de la Cour suprême de 1999 a représenté un pas de la plus haute importance dans l'affirmation du droit qu'ont les personnes handicapées de vivre dans des endroits intégrés le plus appropriés et il a été suivi par la

réalisation de solides programmes d'action au niveau des États et au niveau fédéral pour protéger le droit à une vie autonome. En ce qui concerne l'éducation, les lois fédérales passent avant les politiques d'éducation des États pour ce qui est de garantir aux enfants handicapés, sur un pied d'égalité, une éducation publique gratuite. Toutes les écoles publiques et privées des niveaux primaire et secondaire qui bénéficient de crédits fédéraux sont tenues de proposer une éducation qui réponde aux besoins de chacun dans les endroits intégrés les plus appropriés. M^{me} Heumann demande aux membres de la table ronde quels dispositifs on met en place pour inciter au partage de l'information entre les États membres et la société civile sur les meilleures pratiques en éducation inclusive, en intégration des communautés et en vie autonome.

24. **M. Basharu** (Observateur du Nigeria) dit que le Nigeria a été un des premiers pays à signer la Convention et a presque achevé le processus de ratification. L'Assemblée nationale a édicté des textes sur les droits des personnes handicapées. Le Gouvernement s'est efforcé d'inclure des personnes handicapées dans ses activités et la Convention a eu pour effet de rendre la société en général sensible à leurs besoins spéciaux. M. Basharu voudrait ajouter à la liste de ce qui fait barrière à une éducation inclusive dont a fait état le Rapporteur spécial sur l'invalidité le manque d'intervention des parents d'enfants handicapés. Au Nigeria, beaucoup de parents envoient leurs enfants bien portants à l'école et leurs enfants handicapés mendier. C'est là un autre problème auquel il faut penser.

25. **M^{me} Furman** (Observatrice d'Israël) dit que, 10 ans après la création de sa Commission pour l'égalité des droits des personnes handicapées, le Gouvernement d'Israël demeure attaché à faire valoir les droits des personnes handicapées par voie législative, par l'éducation et par un partenariat actif avec la société civile. Israël estime que la participation des personnes handicapées est d'une importance capitale pour la réalisation de leurs droits. Le Commissaire aux droits des personnes handicapées est malvoyant et malentendant et le comité consultatif de la Commission est largement composé de personnes handicapées.

26. Le Gouvernement s'est employé à réduire d'une manière significative l'hospitalisation psychiatrique, notamment par une loi votée en 2000 qui vise à

intégrer dans la société les personnes atteintes de graves troubles mentaux. De ce fait, beaucoup de personnes anciennement en institution peuvent maintenant vivre indépendamment avec de l'aide ou en groupes et exercer des activités quotidiennes au sein de collectivités. Le projet de Communautés de soutien aux personnes handicapées fait partie du système officiel de service social. Disant que les personnes handicapées qui appartiennent à des minorités ou à des catégories de population sous-représentées sont exposées à une double exclusion, M^{me} Furman demande aux membres de la table ronde si et comment ce problème est abordé dans différents pays.

27. **M^{me} Blum** (Observatrice de la Colombie) dit que son gouvernement a avancé dans ses procédures de ratification de la Convention, y compris en faisant étudier et approuver la Convention par la Cour constitutionnelle. Améliorer la qualité de vie des personnes handicapées exige une démarche holistique intersectorielle qui fait intervenir non seulement le secteur de la santé mais aussi, notamment, l'éducation, la culture, les transports, le logement et la justice. L'État a mis au point un cadre législatif fondé sur les apports de toute une gamme d'organismes gouvernementaux de tous les niveaux ainsi que de la société civile. Un conseil national du handicap a été établi en 2007 pour être l'organe permanent chargé de mettre en œuvre et de suivre l'application des politiques publiques. Le conseil comprend des représentants haut placés d'organes gouvernementaux et d'organisations de personnes handicapées. La ratification de la Convention renforcera encore la législation et les stratégies intersectorielles qui visent à affirmer le droit qu'ont les personnes handicapées de vivre dans des conditions d'égalité avec les autres.

28. **M. Gani** (Observateur du Togo) dit que la politique du Togo à l'égard des personnes handicapées s'est faite sur la base des recommandations des Nations Unies et des instruments internationaux. Les dispositions de la Convention, qui ne tardera pas à être ratifiée, seront également intégrées dans la politique publique. Le cadre juridique en place pour les personnes handicapées prévoit leur protection sociale en vertu de la Constitution et, en vertu d'une loi votée en 2004, leurs droits à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'emploi. De ce fait, des allocations de logement et d'études sont accordées aux étudiants handicapés. Les efforts de sensibilisation des organisations de personnes handicapées ont eu un gros

effet sur les mentalités. Les personnes qui souffrent d'un handicap sont vues comme des citoyens à part entière qui contribuent au développement du pays et doivent pouvoir jouir de leur droit de participer à la vie de la société.

29. **M. Rieser** (Conseil des personnes handicapées du Royaume-Uni) souhaite, en qualité d'expert en éducation inclusive, répondre à certains des points qui ont été soulevés. L'expérience qu'il a acquise à assurer des cours de formation un peu partout dans le monde a montré que les barrières qui font obstacle à l'éducation inclusive sont les mêmes, quel que soit le niveau économique du pays. Le concept de déficit, qui conduit à considérer les personnes handicapées comme des êtres diminués et dont le Rapporteur spécial sur l'invalidité a parlé comme étant une barrière, est toujours appliqué dans la formation à l'éducation spéciale dans les universités et les instituts pédagogiques. Dans les négociations sur la Convention, on s'est efforcé d'exclure le vieux paradigme d'éducation spéciale du libellé de l'article 24, les États devant plutôt songer dorénavant à loger les personnes handicapées et à les soigner au sein même des collectivités. M. Rieser approuve l'idée de se faire part mutuellement des bonnes pratiques dont on trouve quelques exemples dans le monde parce qu'il y en a peu et que cela peut ouvrir d'intéressants aperçus.

30. Placer les enfants handicapés ailleurs que dans une institution n'est que le premier pas. Il faut que les systèmes d'éducation changent afin d'accueillir tous les types d'enfants. Cela implique de former tous les enseignants et pas seulement des spécialistes. L'Inde donne un exemple à suivre par ses programmes de formation à court terme des maîtres, ceux-ci répondant maintenant aux besoins de toute une gamme d'enfants. Comme il faut que les personnes handicapées fassent partie du changement de paradigme, il faut que les États fournissent des fonds pour soutenir l'effort de sensibilisation fourni par les personnes handicapées afin de changer les mentalités chez les professionnels de l'éducation et les enfants. M. Rieser convient avec le représentant du Nigeria que le comportement des parents constitue une barrière. Changer les mentalités qui ont cours dans la société changera aussi celles des parents. Les personnes handicapées pourraient aussi faire valoir leurs aptitudes et leur expérience comme exemples pour contribuer à inciter les parents à devenir les alliés de leurs enfants dans leur lutte pour leurs

droits au lieu d'être les instigateurs de leur mise en institution.

31. **M^{me} Pelaez Nervaez** (Vice-Présidente du Comité des droits des personnes handicapées), répondant aux questions sur l'éducation inclusive, dit que transformer les écoles pour éducation spéciale en centres d'éducation inclusive implique de les doter de ressources pour soutenir l'intégration avec le système scolaire ordinaire. Par exemple, en Espagne, ces centres de ressources élaborent des documents que les apprenants handicapés peuvent utiliser dans les écoles ordinaires, ils travaillent avec les familles et ils apportent un soutien aux enseignants pour les aider à répondre aux besoins particuliers des élèves. Ces centres de ressources peuvent alors servir de lieu de passage des élèves handicapés vers les écoles ordinaires de leurs communautés. Les stratégies internationales de coopération en matière d'éducation ne se réaliseront pleinement que si elles comprennent des ressources financières à affecter à des stratégies pour personnes handicapées.

32. **M. Chalklen** (Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'invalidité de la Commission du développement social) dit, en réponse à la question posée par la représentante de la Chine, que les cinq barrières qui font obstacle à l'éducation inclusive des personnes handicapées sont le concept de déficit, le manque de ressources et de volonté politique pour mettre en œuvre les politiques et la législation qui s'imposent, le fait que l'on omet de considérer l'accessibilité des écoles, l'absence de soutien de la part des enseignants et des syndicats, qui ont souvent un intérêt économique au maintien de locaux éducatifs séparés, et un manque de compréhension du cadre juridique de la part des responsables scolaires et des enseignants. M. Chalklen convient que le manque de sensibilisation des parents doit être considéré comme une autre barrière.

33. **M^{me} Ito** (Chef, Secrétariat de la Convention relative aux droits des personnes handicapées) dit que le Secrétariat aimerait que les États parties et les signataires fassent part de leur expérience dans la mise en œuvre des divers articles de la Convention afin que l'on puisse rendre cette information accessible sur le site web de la Convention.

34. **Prince Al-Hussein** (Jordanie), Président, félicite la Thaïlande et la Jamaïque d'avoir ratifié la Convention.

35. **M. Kosa** (Hongrie), Président, espère que les États redoubleront d'efforts et feront pression sur leur appareil gouvernemental pour permettre aux personnes handicapées de jouir de leurs droits.

36. **M^{me} Mayende-Sibiya** (Afrique du Sud), Présidente, dit que tous ceux qui sont présents devraient s'efforcer d'être à la hauteur des enjeux dont il a été fait état dans les discussions. La prochaine réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement donnera l'occasion de parler de coopération sur les questions d'invalidité du point de vue des Objectifs. Les meilleures pratiques dont la Conférence a débattu sont utiles, mais leur partage doit être élargi de façon à inclure d'autres pays.

La séance est levée à 16 h 45.